



RÉSOLUTIONS | RESOLUCIONES | RÉSOLUTIONS

Titre | Título | Titre :

De l'Amérique latine à l'Arctique : résister à l'impérialisme et défendre la démocratie mondiale

Organisation | Organización | Organisation :

CHP Youth, JMAS Venezuela, J Liberal Colombia, JIZ Mexico

Pays | País | Pays :

Turquie, Venezuela, Colombie, Mexique

L'intervention militaire menée par les États-Unis à Caracas le 3 janvier 2026, en violation flagrante du droit international et des principes régissant les relations entre États, a abouti à la détention de Nicolás Maduro par des forces militaires étrangères . Ceci Une attaque sans précédent contre la capitale du Venezuela, menée au mépris total des principes fondamentaux de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence, constitue une grave alerte mondiale concernant l'érosion des normes internationales et le recours croissant à la comme outil pour imposer une volonté politique.

Le discours de propagande qui accompagne cette intervention, qui normalise la violence, repose sur l'intimidation et s'articule autour de démonstrations de domination agressive, et non non seulement aggrave l'érosion des normes démocratiques, mais rapproche également le monde de nouveaux conflits potentiellement dévastateurs, dans lesquels le militarisme est légitimé et le recours à la force p o t entiellement dévastateurs, dans lesquels le militarisme est légitimé et le recours à la force devient un instrument de plus en plus accepté de la politique étrangère. 16

Pour cette raison, l'opération en question a des conséquences critiques pour l'ordre politique mondial ordre politique mondial. Loin de représenter un changement de régime classique, ce qui est imposé, c'est une logique de tutelle externe, par laquelle des acteurs étrangers cherchent à conditionner, superviser ou contrôlent les décisions politiques et économiques des pays, les déplaçant au-delà de leurs territoires nationaux. Ce précédent ouvre la voie à un modèle dangereux dans lequel les nations, en particulier en Amérique latine et dans d'autres régions du Sud, se retrouvent subordonnées à des intérêts extérieurs qui visent à définir leurs orientations politiques, économiques et stratégiques, portant atteinte au principe d'autodétermination des peuples. 25

Sous le régime dictatorial de Maduro, le Venezuela a subi une répression systématique, une effondrement économique grave, processus électoraux profondément viciés et manipulés,



28 y compris l'élection présidentielle frauduleuse de 2024. Ces conditions ont conduit à la
 29 suppression du pluralisme politique et au déplacement forcé de millions de personnes en
 30 recherche de sécurité et de dignité. En outre, la souveraineté effective du pays a été
 31 profondément érodée par la présence et l'influence soutenues de forces de sécurité étrangères et d'
 32 d'acteurs étatiques extérieurs, en violation des lois nationales et des principes démocratiques.
 33 responsabilité. Cependant, la domination impériale ne peut être présentée comme une alternative à l'
 34 autoritarisme interne. Ni un régime autoritaire ni une intervention militaire étrangère illégale
 35 ne peuvent représenter les intérêts du peuple. La démocratie ne peut être imposée
 36 par la force, les menaces ou l'ingérence extérieure ; elle ne peut être construite que par le peuple
 37 lui-même, par le biais de processus politiques libres et véritablement souverains. 38

39 L'attitude agressive et conflictuelle de la politique étrangère américaine ne s'est pas limitée au
 40 le Venezuela, mais s'est également étendue au Danemark, au Mexique, à la Colombie et à Cuba. Le
 41 attitude coercitive et dominatrice envers le Groenland, territoire autonome sous
 42 souveraineté danoise, y compris des déclarations ouvertes concernant son statut futur, ainsi que des
 43 déclarations répétées suggérant que les gouvernements du Mexique, de Cuba et de Colombie
 44 pourraient être soumis à des formes similaires de pression et d'intervention, révèlent un programme
 45 programme expansionniste plus large que de simples expressions rhétoriques isolées. Ce comportement
 46 témoigne d'une
 47 tentative de réaffirmer l'influence impériale dans plusieurs régions, en normalisant la coercition et l'
 48 ambition territoriale comme instruments de politique étrangère et remettant directement en cause les principes
 49 de souveraineté et d'autodétermination au sein du système international. 49

50 La question ne concerne pas uniquement le Venezuela ; ce qui est en train d'être détruit, c'est l'ensemble du
 51 fondement normatif
 52 construit par la politique mondiale dans l'ère postcoloniale. Nous rejetons catégoriquement les actions qui
 53 violent ouvertement le droit international et l'ordre mondial. Nous continuerons à défendre la
 54 coexistence des peuples du monde dans la paix, l'égalité et la prospérité en toutes circonstances
 55 circonstances. Avec les camarades réunis ici aujourd'hui, nous assumons la responsabilité
 56 pour influencer l'opinion publique afin que nos pays maintiennent une position ferme, cohérente et fondée sur
 57 des principes
 58 sur cette question extrêmement sensible. 57

58 En tant qu'Union internationale de la jeunesse socialiste, nous déclarons
 que : 59

60 • Nous rejetons fermement toutes les actions qui violent ouvertement le droit international, l'intégrité territoriale
 et
 61 les principes de non-intervention.



- 62 ● Nous condamnons les politiques impérialistes et interventionnistes qui sapent l'autodétermination
63 et déstabilisent les régions par des pressions politiques et militaires.
- 64 ● Nous rejetons toute forme d'intervention militaire et politique étrangère menée au-delà des
65 frontières nationales sous prétexte de sécurité, de stabilité ou de promotion de la démocratie.
- 66 ● Nous affirmons que ni l'autoritarisme interne ni l'intervention externe illégale ne peuvent
67 représenter la volonté ou les intérêts du peuple. La démocratie ne peut être imposée par la force,
68 de menaces ou d'ingérence extérieure.
- 69 ● Nous exprimons notre entière solidarité avec les peuples du Venezuela, du Danemark et du Groenland,
70 Le Mexique, la Colombie et Cuba, dont l'avenir politique est soumis à des pressions coercitives et
71 pressions extérieures.
- 72 ● Nous appelons au retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces militaires étrangères et
73 acteurs politiques du territoire vénézuélien.
- 74 ● Nous appelons la communauté internationale à défendre l'intégrité territoriale, l'indépendance politique
75 et le droit de tous les peuples à déterminer leur propre avenir par le biais de processus démocratiques libres,
76 équitables
76 et véritablement souverains.
- 77 ● Nous exigeons que les actions unilatérales soient remplacées par des approches multilatérales, coopératives
78 et fondées sur le droit
78 , conformément aux principes de la Charte des Nations Unies
79 Nations Unies.
- 80 ● Nous nous engageons à mobiliser l'opinion publique, la solidarité internationale et les mouvements de
jeunesse
81 contre l'impérialisme, le militarisme et toutes les formes de domination dans la politique mondiale.
- 82 ● Nous réaffirmons notre attachement à un ordre mondial fondé sur la paix, la justice sociale, l'égalité et
83 une véritable souveraineté
démocratique. 84

85
86
87
88
89
90
91
92



93

94

95 **De l'Amérique latine à l'Arctique : résister à l'impérialisme et défendre la démocratie**
 96 **mondial**

97

98 L'intervention militaire des États-Unis à Caracas le 3 janvier 2026, en violation flagrante

99 violation du droit international et des principes qui régissent les relations entre les

100 États, a abouti à l'arrestation de Nicolás Maduro par des forces militaires étrangères.

101 Cette attaque sans précédent contre la capitale du Venezuela, menée avec une

102 Le mépris des principes fondamentaux d'intégrité territoriale et de non-ingérence

103 constitue une grave alerte mondiale sur l'érosion des normes internationales et l'utilisation

104 croissante de la puissance militaire comme outil pour imposer une volonté politique. 105

106 Le discours propagandiste qui a accompagné cette intervention, qui normalise la violence,

107 recourt à l'intimidation et s'appuie sur des démonstrations de domination

108 agressive, non seulement aggrave l'affaiblissement des normes démocratiques, mais

109 Il rapproche également le monde de nouveaux conflits potentiellement dévastateurs, dans lesquels

110 le militarisme se légitime et l'usage de la force devient un outil de plus en plus

111 plus accepté de la politique étrangère. 112

113 Pour cette raison, l'opération en question a des conséquences critiques pour l'ordre politique

114 mondial. Loin d'être un changement de régime classique, ce que l'on tente d'imposer, c'est une

115 logique de tutelle externe, par laquelle des acteurs étrangers cherchent à conditionner,

116 superviser ou contrôler les décisions politiques et économiques des pays, en les déplaçant

117 hors de leurs territoires nationaux. Ce précédent ouvre la voie à un modèle dangereux

118 dans lequel les nations, en particulier en Amérique latine et dans d'autres régions du Sud,

119 sont subordonnées à des intérêts extérieurs qui prétendent définir leur orientation politique,

120 économique et stratégique, violant ainsi le principe d'autodétermination des peuples. 121

122 Sous le régime dictatorial de Maduro, le Venezuela a connu une répression systématique,

123 un effondrement économique sévère et des processus électoraux profondément defectueux et

124 manipulés, y compris l'élection présidentielle frauduleuse de 2024, ce qui a entraîné

125 la suppression du pluralisme politique et au déplacement forcé de millions de

126 personnes en quête de sécurité et de dignité. De même, la souveraineté effective du pays a



127 profondément érodée par la présence soutenue et l'influence des forces de
 128 sûreté étrangères et d'acteurs étatiques externes, en violation des lois nationales.
 129 et des principes de responsabilité démocratique. Cependant, la domination
 130 impériale ne peut se présenter comme une alternative à l'autoritarisme interne. Ni un
 131 régime autoritaire ni une intervention militaire étrangère illégale ne peuvent représenter les
 132 intérêts du peuple. La démocratie ne peut être imposée par la force, les
 133 menaces ou l'ingérence extérieure ; elle ne peut être construite que par les peuples eux-mêmes, à travers
 134 des processus politiques libres et véritablement souverains. 135

136 La posture agressive et conflictuelle de la politique étrangère des États-Unis ne s'est pas
 137 limitée au Venezuela, mais s'est également étendue au Danemark, au Mexique, à la
 138 la Colombie et Cuba. L'attitude coercitive et dominante adoptée à l'égard du Groenland, territoire
 139 autonome sous souveraineté danoise, y compris des déclarations ouvertes sur son futur
 140 statut, ainsi que les affirmations répétées selon lesquelles les gouvernements du Mexique, de Cuba et
 141 La Colombie pourrait faire l'objet de formes similaires de pression et d'intervention, révélant une
 142 programme expansionniste plus large et non de simples expressions rhétoriques isolées. Cette
 143 comportement témoigne d'une tentative de réaffirmer l'influence impériale dans de multiples régions,
 144 normalisant la coercition et l'ambition territoriale comme instruments de politique étrangère et
 145 remettant directement en cause les principes de souveraineté et d'autodétermination dans le
 146 système international.

147

148 Le problème ne concerne pas uniquement le Venezuela ; c'est l'ensemble de la
 149 base normative construite par la politique mondiale à l'ère postcoloniale. Nous rejetons
 150 catégoriquement les actions qui violent ouvertement le droit international et l'ordre
 151 mondial. Nous continuerons à défendre la coexistence des peuples du monde dans la paix, l'égalité
 152 et prospérité dans toutes les circonstances. Avec les camarades ici réunis,
 153 Nous assumons la responsabilité d'influencer l'opinion publique afin que nos pays
 154 maintiennent une position ferme, cohérente et fondée sur des principes face à cette question extrêmement
 155 sensibilité.

156

157 En tant qu'Union internationale des jeunes socialistes, nous déclarons que : 158

159 • Nous rejetons énergiquement toutes les actions qui violent ouvertement le droit
 160 international, l'intégrité territoriale et les principes de non-intervention.



- 161 • Nous condamnons les politiques impériales et interventionnistes que minent l'
 162 autodétermination des peuples et déstabilisent des régions par le biais de pressions politiques et
 163 militaires.
- 164 • Nous rejetons toute forme d'intervention militaire et politique étrangère menée en dehors
 165 des frontières nationales sous prétexte de sécurité, de stabilité ou de promotion
 166 de la démocratie.
- 167 • Nous affirmons que ni l'autoritarisme interne ni l'intervention externe illégale ne peuvent
 168 représenter la volonté ni les intérêts des peuples. La démocratie ne peut s'imposer
 169 par la force, les menaces ou l'ingérence extérieure.
- 170 • Nous exprimons notre entière solidarité avec les peuples du Venezuela, du Danemark, du
 171 Groenland, du Mexique, de Colombie et de Cuba, dont l'avenir politique est soumis à la
 172 contrainte et à des pressions extérieures.
- 173 • Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces militaires et de tous les acteurs
 174 politiques étrangers du territoire vénézuélien.
- 175 • Nous appelons la communauté internationale à défendre l'intégrité territoriale, l'
 176 indépendance politique et le droit de tous les peuples à décider de leur propre destin à
 177 à travers des processus démocratiques libres, équitables et véritablement souverains.
- 178 • Nous exigeons que les actions unilatérales soient remplacées par des approches
 179 multilatérales, coopératives et fondées sur le droit international, conformément aux
 180 principes de la Charte des Nations Unies.
- 181 • Nous nous engageons à mobiliser l'opinion publique, la solidarité internationale et les
 182 mouvements de jeunesse contre l'impérialisme, le militarisme et toutes les formes de
 183 domination dans la politique mondiale.
- 184 • Nous réaffirmons notre attachement à un ordre mondial fondé sur la paix, la justice sociale,
 185 l'égalité et une souveraineté démocratique réelle.